



## **BAROMÈTRE SPÉCIAL PERSPECTIVE 2014**

22 janvier 2014

Enquête réalisée par **PluriConseil** du 13 au 16 janvier 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

## ANALYSE

### **Le couple politico-économique**

**Par Eric NG PING CHEUN**

Dans un entretien paru dans *Week-End* du 12 janvier 2014, un industriel affirmait sans ambages que *“le détachement entre le politique et l'économique à Maurice n'a jamais été aussi profond, en raison de la disparition des différences idéologiques”*. Il n'est pas certain que le clivage idéologique se soit effacé dans le monde, mais il est vrai que les gouvernements qui se sont succédé à Maurice diffèrent très peu dans leur philosophie économique. Reste que si le politique s'est vraiment détaché de l'économique, on se demande à quoi servent encore la MEXA et autres groupes de pression qui font partie du Joint Economic Council. Plus conscient de sa mission, le nouveau secrétaire général de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice déclarait dans *Business Magazine* du 8 janvier que *“2014 sera une bonne année aussi longtemps que le calendrier politique ne prendra pas le dessus sur l'agenda économique”*.

Le seul calendrier politique que tout le monde connaît, c'est qu'il y aura des élections générales en 2015. Dans le présent baromètre, sans exprimer leur préférence, neuf répondants sur dix croient qu'il en sera ainsi. La date des élections ne dépendra pas nécessairement de la prochaine manoeuvre politique du ministre des Finances, dont la marge d'action paraît bien réduite. Mais si jamais l'Assemblée Nationale devait être dissoute en 2014, nos hommes politiques devraient être suffisamment raisonnables pour tenir les élections au plus tard en septembre, afin de permettre au gouvernement issu des urnes de présenter le budget de 2015 en novembre.

Au cas contraire, si tout laisse croire que les élections auront lieu l'année prochaine, il n'existe aucune raison pour que l'économie soit reléguée au second plan. Certes, à moins d'un an et demi d'une échéance électorale, un gouvernement n'a pas l'ardeur réformatrice et cède plus facilement aux pressions populaires. Certes encore, il sera davantage au contact de la réalité socio-politique que de la réalité économique. Mais logiquement, il a tout à gagner à présenter une économie en bonne santé devant l'électorat.

Certains décrètent 2014 une année politique. En fait, une période pré-électorale peut être propice aux affaires économiques. Il n'y a pas meilleure conjoncture politique pour le gouvernement de stimuler l'économie. Il va accélérer tous les projets et les programmes publics afin de créer une atmosphère de fébrilité qui donnerait l'impression que l'économie va bien. Les gouvernants se disent toujours porter par l'optimisme à la veille des élections !

C'est la période post-électorale qui est critique pour l'économie. Les effets des politiques laxistes menées avant les élections seront alors ressentis par les

acteurs économiques. Combien de fois les Mauriciens n'ont-ils pas entendu des discours de rigueur empreints de pessimisme au lendemain des élections ! C'est toujours au début, et non à la fin, d'un mandat qu'un gouvernement appelle les citoyens à travailler dur et à se serrer la ceinture.

Dans ce cycle politico-économique, il revient à la Banque de Maurice de se montrer vigilante pour préserver son indépendance. Tout laxisme budgétaire doit être contrebalancé par une rigueur monétaire. L'inflation doit être combattue avant, et non après, les élections. Il ne faudrait pas céder aux sirènes de la dévaluation de la roupie en échange d'une promesse de financement électoral. Les patrons ne sont jamais aussi proches du pouvoir qu'à l'approche des élections. C'est une période de marchandage pour eux.

N'ayons pas l'air candide devant l'accouplement de l'économie et du politique. Depuis six siècles, depuis l'invention de "l'économie politique" qui accorde un rôle important à l'Etat, l'économie fait corps avec LE politique, pas LA politique politicienne. L'alliance de l'économie et du politique a été portée à son sommet avec le socialisme planificateur au vingtième siècle. Elle demeure soudée dans tous les pays du monde par le simple fait qu'il existe une politique économique, qui est l'ensemble des interventions des pouvoirs publics dans l'économie avec pour outils la politique budgétaire et la politique monétaire. Ces interventions sont permanentes pendant toute la durée d'un mandat législatif, étant plus présentes dans une année pré-électorale.

Pourtant, nul ne peut définir les "préférences collectives" censées dicter la politique économique. Les hommes politiques sont plutôt confrontés à des préférences individuelles. Pour se faire entendre, elles ont avantage à se coaliser. Ainsi naissent les groupes de pression, véritables acteurs du jeu démocratique. A Maurice, le lobbying est officialisé, institutionnalisé, sous le sceau "partenariat public-privé". Dès lors, l'homme politique n'est pas intéressé à avoir des idées, mais à épouser les intérêts des groupes qui le soutiennent.

L'immersion du politique dans la vie économique coûte cher parce que l'Etat consomme une part importante de la valeur créée par les entreprises. Ainsi, on augmente les taxes municipales des commerçants tout en tolérant les marchands illégaux qui leur font une concurrence déloyale. A la base de l'injustice se trouve le mépris du droit.

C'est là une erreur fondamentale qui détruit la société, car elle ouvre la voie aux affrontements. Les gagnants et les perdants de l'économie sont désignés par le recours à la pression, et non par le mécanisme pacificateur du marché. L'autorité n'écoute pas celui qui produit, qui épargne, qui investit, qui entreprend, mais celui qui revendique, qui manifeste, qui intimide. C'est le règne de la loi de la jungle. Ce n'est assurément pas la loi du marché où le politique doit effectivement se détacher de l'économie !

**([www.pluriconseil.com](http://www.pluriconseil.com))**

1) Sur les perspectives de l'économie mauricienne pour l'année 2014, êtes-vous...

### Perspectives économiques pour 2014



### Le grand retour de l'optimisme

Alors que l'optimisme ne touchait qu'un tiers des analystes en septembre dernier, ils sont maintenant 60% à partager ce sentiment par rapport à l'économie mauricienne pour l'année 2014. Depuis que Xavier-Luc Duval est ministre des Finances, c'est la première fois que l'optimisme prime sur le pessimisme parmi les spécialistes interrogés. Le début de reprise aux Etats-Unis, en Angleterre et en Allemagne donne des raisons d'espérer quant à une sortie de crise définitive et à une meilleure performance mauricienne. Mais, précise un pessimiste, *"whilst there are relative healing signs in a few export markets, the local situation remains rather delicate, the more so that inherent structural weaknesses prevail with no perceptible improvement at policy level to boost the reform agenda"*.

2) Quelles sont vos estimations du taux de croissance et du taux de chômage pour l'année 2014 ?

Estimation du taux de croissance pour 2014		Estimation du taux de chômage pour 2014	
3,7% ou plus	17%	8,3% ou plus	43%
3,3% à 3,6%	70%	8,1% à 8,2%	53%
3,2% ou moins	13%	8,0% ou moins	3%

### **Croissance inférieure à 3,7%**

Statistics Mauritius prévoit une croissance économique de 3,7% en 2014. Seulement 17% d'analystes en conviennent. Sept répondants sur dix pensent que la croissance sera moindre que prévu, mais qu'elle sera au-dessus du taux de 3,2% enregistré en 2013. Le taux de chômage, estimé à 8,2% l'année dernière, continuera d'augmenter en 2014 selon 43% de personnes interrogées. Pour un banquier, *“employers will want to see a sustained recovery, a growth rate of at least 4%, before reinforcing their workforce”*. Une économiste observe que *“Mauritius is not creating employment at the rate that labour force is growing”*.

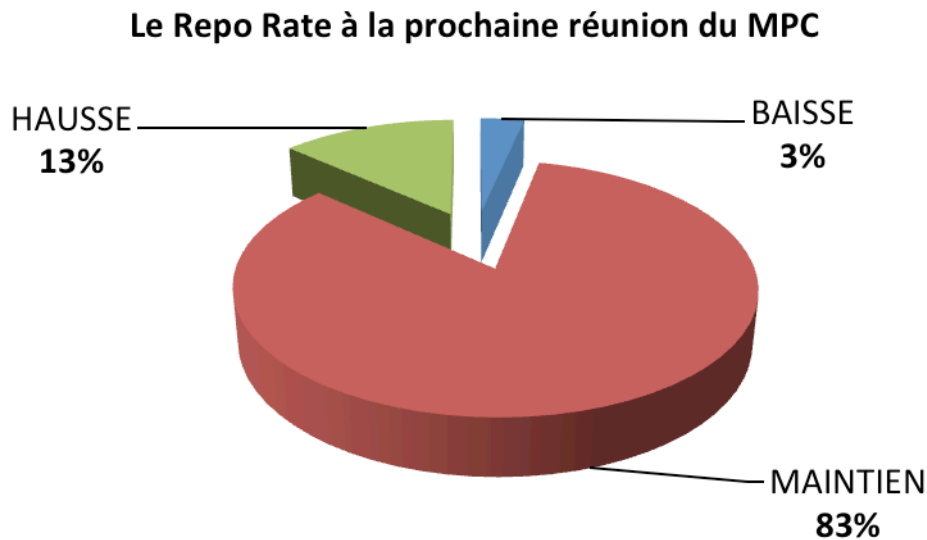
3) Quelle est votre prévision du taux d'inflation pour l'année 2014 ?

Jusqu'à 3,5%	3%
Jusqu'à 4,0%	77%
Jusqu'à 4,5%	10%
Supérieur à 4,5%	10%

### **L'inflation moyenne jusqu'à 4,0%**

Le taux d'inflation était en moyenne de 3,5% en 2013 contre 3,9% en 2012. La très grande majorité des analystes croient qu'il ne passera toujours pas la barre de 4,0% en 2014. Cependant, la *year-on-year inflation*, qui était de 4,0% en décembre dernier, se dirigerait vers les 4,5% d'ici à la fin de l'année. Selon un banquier, les prix pétroliers resteront constants, mais les prix alimentaires vont monter et seront le facteur déterminant de l'inflation locale.

4) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité de politique monétaire ?



### **Statu quo, pour l'instant**

Après quatre mois d'inactivité, la période la plus longue depuis sa première réunion en juillet 2007, le comité de politique monétaire se réunira le 3 février avec la première participation du nouveau second gouverneur adjoint. Etant donné que l'inflation est sous contrôle et que la situation économique demeure difficile, 83% d'analystes anticipent le maintien du taux directeur. Ce qui serait d'autant plus favorisé par une situation où les points de vue divergent au sein du comité. Mais une hausse du taux repo n'est pas à écarter, ne serait-ce que parce que les rendements des bons du Trésor ont fortement grimpé ces derniers mois.



5) Quelle influence peuvent avoir des secousses au sein de l'alliance gouvernementale sur les décisions des acteurs économiques ?

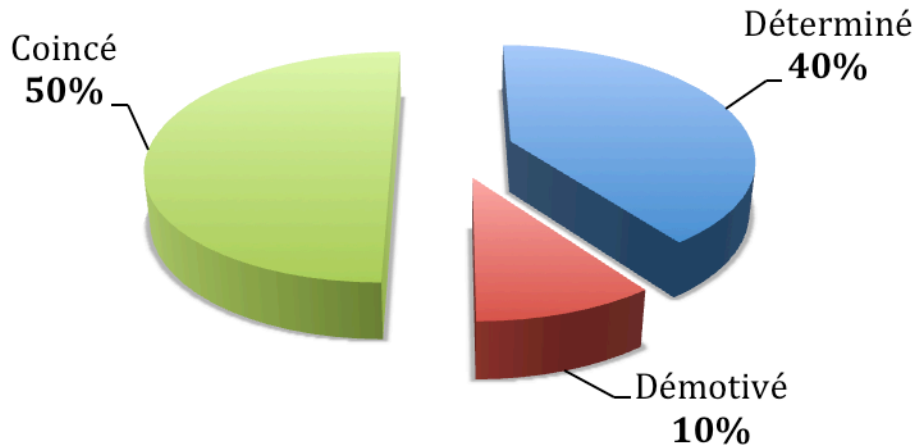
Avoir un effet minime	43%
Créer de l'incertitude	23%
Favoriser l'attentisme	33%

### **Les opérateurs pas indifférents**

Des secousses au sein de l'alliance gouvernementale ont un effet certain sur les opérateurs, selon 57% des personnes interrogées. Soit elles créent de l'incertitude, soit elles favorisent l'attentisme. De l'avis d'un économiste, l'instabilité politique a un impact négatif sur l'économie, des opérateurs attendant d'investir après les prochaines élections générales. Sinon, les relations entre les deux partenaires de la majorité ont un effet minime sur l'orientation des décisions économiques aussi longtemps que *"the people remain in their positions in the different key institutions"*.

6) Selon vous, comment sera le ministre des Finances pour diriger l'économie pendant l'année 2014 ?

### Le ministre des Finances pendant 2014

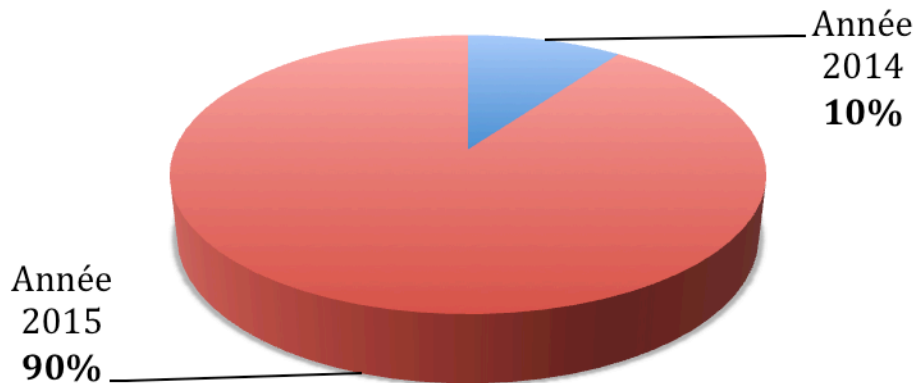


### Déterminé mais coincé

Après les récentes turbulences politiques, deux analystes sur cinq estiment que Xavier-Luc Duval restera un ministre déterminé, du moins en apparence, pour conduire les affaires économiques du pays. Il devra prouver, en vue des échéances électorales, qu'il aura mérité le portefeuille des Finances. En même temps, un répondant sur deux craint qu'il soit coincé dans sa démarche avec une marge d'action très limitée. Aux dires des économistes, *"political decision will overrule economic one"*, et d'ailleurs *"to stay politically correct, the government may favour short-term measures at the expense of the economy in general"*.

7) Vous prévoyez des élections générales en quelle année ?

### L'année des élections générales



### Pas d'élections anticipées

A l'approche d'une joute législative, il est important pour les acteurs économiques de situer le moment de l'appel aux urnes, surtout si le contexte politique est frénétique. Neuf analystes sur dix n'entrevoient pas la tenue d'élections générales en 2014. Un banquier affirme que tout dépendra de ce qui se passera sur les fronts de la politique locale et de l'économie mondiale durant les six premiers mois de cette année. Confiante dans la maturité de nos décideurs politiques, une économiste avertit que *"taking radical decisions may not be beneficial at this point of time"*.

8) Quel niveau de confiance régnera parmi les décideurs économiques d'ici aux prochaines élections générales ?

GRANDE confiance	7%
PETITE confiance	90%
AUCUNE confiance	3%

### **L'insoutenable légère confiance**

On ne peut pas dire qu'une grande confiance règne chez nos opérateurs, ni qu'il n'existe aucune confiance parmi eux. Une petite confiance y demeurera jusqu'aux élections générales, selon 90% d'analystes. Un économiste confie que *"a lot of contracts will be awarded, but work will not start until next year"*. Il serait difficile de commencer un projet public qui ne finirait pas avant les élections. Tout comme on n'investirait pas sur le moyen terme avec des risques politiques de court terme. Se pose finalement la question de la confiance en nos politiciens.

**PluriConseil Ltd**

*Business Registration Number:* C08052270

*Managing Director:* Eric Ng Ping Cheun

*Address:* 38, Aldrin street, Pointe aux Sables, Mauritius

*Telephone:* +230 2136719

*Fax:* +230 2342761

*E-mail:* [pluriconseil@orange.mu](mailto:pluriconseil@orange.mu)

*Website:* [www.pluriconseil.com](http://www.pluriconseil.com)

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.